

# Militant

## *Lettre de liaison n°45 du 10 janvier 2009.*

*Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.*

Comité de rédaction élu à l'assemblée générale de Militant le 8 mars 2008 : Christian BARLO (83) Sylvie BONNIN (03) Jean-François CHALOT (77) Dominique CORNET (75) Raymond DEBORD (75) Olivier DELBEKE (94) Paul ERNST (94) François FERRETTE (61) Stéphane FUSTEC (75) Franck MARSAL (94) Claude MONNIER (91) Houaria MOUALEK (75) Vincent PRESUMEY (03) Françoise RIOU (75) Ouarda YAHY (75) Kamel ZORGUI (95)

**Pour soutenir et élargir la diffusion de Militant-la Lettre de liaison :**

**Faites circuler notre bulletin !**

Abonnez-vous à notre liste de diffusion : [e-MILITANT\\_LIAISON-subscribe@yahooogroupes.fr](mailto:e-MILITANT_LIAISON-subscribe@yahooogroupes.fr)

Visitez notre site Web : <http://www.le-militant.org/>

### **Sommaire :**

Le billet du jour : Et puis quoi encore ?

Grève générale le 29 janvier !

Le bulletin des signataires "Défendons notre pouvoir d'achat" vient de paraître.

Fuite en avant contre les libertés publiques et laïques.

Document : l'appel intersyndical au 29 janvier, texte du 5 janvier.

Texte de Militant sur Gaza : première analyse.

Gaza : communiqué du collectif de citoyens genevillois.

Appel "Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne à Gaza".

La crise entre la Russie et l'Ukraine n'est pas une affaire de gaz.

Kédougou : une émeute annonciatrice d'autres soulèvements.

\* \* \* \*

### ***Et puis quoi encore ?***

Voilà que Fillon réclame des comptes aux administrations publiques, services publics et collectivités locales des Bouches-du-Rhône qui ont été confrontés aux intempéries et à une véritable situation de panique et de gabegie : c'est l'incendiaire qui crie "au feu" !

En 2003 déjà, lors de la canicule, ces messieurs du pouvoir avait tenté de culpabiliser services de santé et population en expliquant que c'était leur faute, qu'ils n'étaient pas assez "solidaires" et "réactifs". Finalement M. Mattei, grand sacrificateur des personnes âgées, a du quitter son poste.

Résumons en un mot, ou plus exactement en cinq, la réaction naturelle de ceux qui ont vécu ces journées sur place en apprenant que les "inspecteurs" de Fillon vont faire une descente : « *Du goudron et des plumes !* ».

\* \* \* \*

# Grève générale le 29 janvier !

**La situation du monde du travail est très grave.** Chômage technique dans toute l'automobile, le bâtiment et de larges pans de tous les autres secteurs, arrivée des plans de licenciements, liquidation de tous les intérimaires, arrivée de nouvelles annonces massives de suppressions de postes à l'école et dans les services publics, insultes de Sarkozy contre l'hôpital public qui selon lui ne connaît aucun problème de moyens, etc. ...

Ce sont les jeunes, les lycéens qui ont montré la voie à tout le monde juste avant les fêtes de fin d'année, en arrachant par la généralisation de leur mouvement le report de la réforme du lycée de Darcos et de Sarkozy.

Depuis la fin du printemps 2008 actions syndicales unitaires ou non et mouvement réel des travailleurs sont déconnectés l'un de l'autre, parce que les directions syndicales ont pratiqué et pratiquent le "dialogue social" en grand avec Sarkozy et les patrons. Cette déconnection s'est exprimée dans l'abstentionnisme aux élections prud'homales. Cependant, le score relativement bon de la CGT dans ce contexte est venu des travailleurs des entreprises menacées par la crise qui ont commencé à se regrouper.

Le 8 novembre au Havre, les 18 novembre et 20 décembre à Bordeaux, le 18 décembre à Douai, le 21 décembre à Hennebont, de puissants mouvements locaux se sont orientés explicitement vers la construction du Tous ensemble.

Les directions nationales de la CGT, la CGT-FO, la CFDT, la FSU, l'UNSA, Solidaires, la CFTC et la CGC ne pouvaient pas faire autrement ni faire moins que s'entendre pour appeler à une journée d'action commune. Sans appel commun les mouvements de colère spontanés, qui se produisent déjà, allaient se multiplier. Ce sera donc le jeudi 29 janvier. Ce jour là la déconnection entre actions syndicales et mouvement réel des travailleurs ne se produira pas : parce que le sentiment que la crise du capitalisme exige de réagir tous ensemble est là, **les travailleurs vont se saisir en masse de cette journée**, prenant appui sur l'unité au sommet pour construire la leur.

Cela ne veut pas dire pour autant que les millions qui vont faire grève et manifester seront au diapason de ceux qui les ont appelés. Dans un texte commun adopté le 5 janvier (reproduit ci-dessous), ceux-ci précisent leurs revendications face à la crise, considérant que "les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes", alors qu'on devrait plutôt dire aujourd'hui qu'elles sont la cause de tous les problèmes ! Sur l'emploi, il y est demandé que le chômage partiel, les jours de RTT et de congés, qualifiés de "mesures de sauvegarde d'emplois" (!!!), soient négociés, que l'indemnisation du chômage partiel soit "améliorée" et étendue à tous les salariés (concrètement, cela signifie : aux précaires et intérimaires), le tout pour assurer la "performance" des entreprises (sic !). La seule revendication claire est que le gouvernement renonce aux 30 000 suppressions de postes de fonctionnaires. Sur les salaires, il est dit que "les négociations doivent assurer au moins le maintien du pouvoir d'achat" : on ne revendique plus de hausse des salaires ! Pourtant, un peu plus loin est revendiquée "une relance par la consommation augmentant le pouvoir d'achat". Il est question d' "encadrement des loyers" -mais cela a-t-il un sens si on ne précise pas qu'on les plafonne, donc qu'on les bloque ? - et d'un "accès au crédit dans des conditions excluant les taux usuraires" -et ceux qui y sont déjà, du fait des prêts relais, du surendettement des foyers modestes, ne faut-il pas effacer leurs dettes, purement et simplement ? La protection sociale doit se faire dans "un cadre collectif et solidaire"; y est-il écrit sans qu'il soit même précisé que le seul cadre collectif et solidaire est celui de la Sécurité sociale et des retraites par répartition ! Il faut, "face à la RGPP (Révision

Générale des Politiques Publiques), mettre en oeuvre des réformes porteuses de progrès social", certes, mais c'était donc si dur d'écrire que la RGPP doit être *abrogée* ? Enfin, on apprend qu'il faut "réglementer la sphère financière internationale", ce que tout le monde dit sans arrêt Sarkozy le premier, lui qui veut "refonder le capitalisme". Non, vraiment, voilà un texte qui ne mérite pas de faire date !

Il mérite cependant d'être lu et retenu pour une raison. Ce texte n'est pas un texte revendicatif ni réformiste. Il admet que le chômage partiel est le moyen de maintenir les emplois alors qu'il est le moyen pour les patrons, comme les licenciements, de baisser la masse salariale, il renonce à revendiquer des hausses de salaire, il "oublie" de préciser que la Sécurité sociale et les régimes de retraite par répartition doivent être défendus et ne dit d'ailleurs pas un mot de la question toujours centrale de l'âge et des droits à la retraite. Pourquoi ? Parce qu'il essaie de développer des revendications compatibles avec le capitalisme en crise. Et on voit ce que ça donne, c'est très instructif : plus de hausse de salaires, on accepte le chômage partiel et le reste à l'avenant ! Etre syndicaliste, être réformiste, être revendicatif, ce n'est pas ça. Quand les revendications les plus vitales et les plus élémentaires sont incompatibles avec le capitalisme, le vrai syndicaliste, le vrai combattant pour des réformes, ne choisit pas le capitalisme contre sa revendication !

Mais l'essentiel le 29 janvier, c'est l'action tous ensemble. Et qu'on le dise ou qu'on ne le dise pas, et nous sommes pour le dire, cette action, c'est que tout le monde soit en grève, c'est la grève de tous, la grève tous ensemble : **la grève générale le 29 janvier**, voilà ce que veut l'unité des travailleurs !

Ce jour là les travailleurs ne feront pas "des actions" pour "réglementer la sphère financière internationale", ils seront **en grève** pour **leurs revendications** telles que :

- SMIC à 1500 euros tout de suite, indexation des salaires, retraites, pensions et minima sociaux sur les prix et augmentation de 500 euros de tous les minima sociaux !
- blocage des prix de l'alimentation, des carburants, des transports et des loyers !
- blocage des licenciements dans les entreprises et mise sous contrôle public de celles qui disent ne pouvoir faire autrement à cause de la crise ; retrait de toutes les suppressions de postes dans la fonction publique ; recrutement massif des infirmières, enseignants, chercheurs nécessaires !
- pas de chômage partiel : répartition du travail disponible à salaire inchangé !
- abrogation de la RGPP, de la privatisation des services publics, de la réforme du lycée !
- égalité des droits : régularisation de tous les sans-papiers !
- rétablissement des libertés syndicales et du droit ouvrier mis à mal par Sarkozy : abrogation des lois anti-grèves dans les transports et à l'école, de la loi de juillet 2008 sur le dialogue social, des dispositions en train d'être prises dans les fonctions publiques contre le paritarisme !

**La jeunesse** doit avoir toute sa place dans les manifestations du 29 janvier. Selon presse et télévision, les manifestations lycéennes du jeudi 8 janvier ont marqué un "essoufflement". On pourrait tout aussi bien dire qu'après les vacances d'hiver elles marquaient une "reprise de la mobilisation". Mais cette reprise a besoin d'une perspective. En rappelant leurs revendications de **retrait** de la réforme Sarkozy-Darcos du lycée et non pas d'un simple report de celle-ci, et de **retrait** de toutes les suppressions de postes annoncées ou qui vont l'être, comme condition à toute négociation -notons que telles ne sont pas les "négociations" que Darcos est en train de reprendre avec les organisations syndicales sur la base des "protocoles" signés en juin par les directions des principaux syndicats- les assemblées générales de lycéens là où elles parviennent à se tenir contre la lutte acharnée des proviseurs à l'encontre du droit de réunion des jeunes dans les établissements, montrent la voie du combat : sur la base de revendications

communes et claires, se regrouper tous ensemble.

Donc, le 29 janvier peut et doit aussi être l'occasion du rassemblement de la jeunesse, lycéens, étudiants, élèves des IUT, tous ensemble pour leur avenir contre un régime et un ordre social qui le leur refuse purement et simplement !

Puisque ce sera le Tous ensemble, ce sera politique. Salariés du privé, du public, de l'automobile, du bâtiment, lycéens, profs, postiers, infirmières, sans-papiers, étudiants, ne seront pas en lutte par millions pour "réglementer la sphère financière internationale" (!), mais pour chercher à en découdre et à dégager une issue politique contre Sarkozy. Le PS, le PCF, le PG, le NPA, LO, le POI disent vouloir représenter le monde du travail. Représenter le monde du travail, c'est mettre en avant un objectif politique : chasser Sarkozy et former un gouvernement représentatif de la majorité.

***Le bulletin de liaison des signataires de la pétition "Défendons notre pouvoir d'achat" vient de paraître. Il est disponible sur <http://www.le-militant.org/>.***

- blocage des prix de l'alimentation !
- blocage des prix du carburant et des transports !
- blocage des loyers !
- SMIC à 1 500 € net tout de suite !
- indexation des salaires sur les prix
- augmentation de 500 € de tous les minima sociaux

***Envoyez vos signatures, commentaires et contributions à [raymond.debord@noos.fr](mailto:raymond.debord@noos.fr)***

\* \* \* \*

## **Fuite en avant contre les libertés publiques et laïques.**

Sarkozy et son gouvernement ont dû opérer quelques reculs dont la portée réelle est faible, mais dont la portée politique est importante, car ils étaient censés "ne pas reculer sur les réformes nécessaires". Il s'agit bien sûr de la réforme du lycée, "reportée" à la rentrée 2010 au lieu de 2009, et, dans la foulée, du projet "cher au président" de généralisation du travail le dimanche, ainsi, plus récemment, d'un recul sur la moitié des 3000 suppressions de postes annoncés par Darcos dans les réseaux d'aides aux élèves en difficulté, soit 1500 postes (mais où sera prise la différence ?), sans oublier la renonciation du même Darcos à emmerder judiciairement les communes rurales qui n'auraient pas organisé son soi-disant "service minimum d'accueil" lors de la grève, massive dans les écoles, du 20 novembre dernier.

A nos yeux, ces reculs politiques ne signifient pas qu'on peut, globalement, faire reculer ce gouvernement ou, mieux encore, comme le disent des dirigeants politiques de gauche ou de syndicats, lui imposer "de bonnes réformes". Ils signifient qu'il a commencé à s'affaiblir. Ce serait donc le moment de hausser le ton et le contenu des revendications et non d'en rabattre comme le font l'ensemble des directions syndicales nationales dans la déclaration du 5 janvier reproduite ci-dessous. On n'imposera pas à Sarkozy de faire une politique au service de l'intérêt général, c'est-à-dire du monde du travail. On l'affaiblira, et on le chassera.

Dans le même temps où s'effectue ces quelques reculs, Sarkozy se lance dans une incroyable accélération des contre-réformes sur le terrain des libertés publiques, de la démocratie, de la laïcité. Nombreuses sont les réactions d'indignation partielle à cet ensemble de mesures, rares sont les analyses d'ensemble qui les relient entre elles. Qu'on en juge -et

notre liste est incomplète :

- projet de responsabilité pénale à 12 ans.
- suppression des juges d'instruction : nous ne sommes pas ici spécialement des fans du juge d'instruction, mais il est clair que Sarkozy veut que ce soit "le parquet", c'est-à-dire lui, qui puisse ordonner des procédures d'enquêtes, et personne d'autre.
- mise en musique de la réforme constitutionnelle qu'ils ont votée l'été dernier avec la restriction du droit d'amendement et d'intervention des députés, faisant de l'assemblée nationale sous la V<sup>e</sup> République de façon officielle et avouée ce qu'elle était déjà : une assemblée croupion de carpettes et de serpillières, et non pas de représentants du peuple.
- bien entendu, pseudo-réforme de l'audiovisuel public visant à satisfaire le privé, et nomination par Sarkozy de ses responsables ; organisation par le pouvoir politique d' "états généraux de la presse écrite" où il semblerait bien que les esprits forts de la presse "indépendante" vont aller nombreux, et ainsi de suite.
- et, clou du spectacle qu'il faut vraiment faire connaître parce que l'information circule encore de façon confidentielle -comme avait, il y a un an exactement, circulé d'abord confidentiellement le contenu effarant du "discours du Latran" du chanoine Sarkozy : Mister Kouchner, préposé aux Affaires étrangères, a signé avec le Vatican une convention aux termes de laquelle les Universités catholiques peuvent décerner des diplômes automatiquement validés par l'Etat dans n'importe quel domaine ! C'est la mise en oeuvre du discours du Latran (voir la lettre n°8 du 30 décembre 2007 sur nos archives, [http://site.voila.fr/bulletin\\_Liaisons/index.html](http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/index.html) ), qui s'y plaignait que : *"Aujourd'hui encore, la République maintient les congrégations sous une forme de tutelle, refuse de reconnaître un caractère culturel à l'action caritative ou aux moyens de communication des Eglises, répugne à reconnaître la valeur des diplômes délivrés dans les établissements d'enseignement supérieur catholique alors que la Convention de Bologne le prévoit, n'accorde aucune valeur aux diplômes de théologie."* Faire des diplômes catholiques des diplômes d'Etat, c'est allé vers l'embauche de fonctionnaires sur la base unique de leur agrément par les autorités cléricales !

Ces mesures et d'autres forment un ensemble qui dessine un régime de type dictatorial et peu éclairé, en dehors du reflet du strass et des paillettes de la mafia gouvernante. L'état d'exception, dans lequel doivent vivre les sans-papiers en instance d'expulsion, tend à être une norme de fonctionnement de l'appareil d'Etat (la "RGPP" vise aussi à instaurer ce type d'habitude dans la gestion des fonctions publiques). Mais ce n'est pas du tout là une marche triomphante de la réaction : bien plutôt une fuite en avant. Au point que beaucoup dans la droite et dans les corps constitués crient "casse-cou".

Ainsi, M. De Villepin, ancien premier ministre du CPE (contrat première embauche) et adepte d'un bonapartisme dont la principale nuance avec celui de Sarkozy était, tout du moins jusqu'au 7 mai 2007, qui lui c'est lui et Sarko c'est Sarko, se répand-il en interviews où il n'hésite plus à dire que l' "hyperactivité" de l' "omniprésident", comme disent les journalistes pour avoir l'air de critiquer tout en flattant, est devenu une "menace pour les libertés publiques".

Ainsi, la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) a-t-elle adressé une lettre ouverte à Sarkozy. L'étroite confrérie des présidents d'universités soutient toujours, faut-il le rappeler, la loi Pécresse combattue par l'ensemble du monde universitaire, pour la seule et suffisante raison qu'elle leur donne de larges pouvoirs et leur permet de dire "nous sommes des patrons". Néanmoins ces messieurs sont très inquiets et parlent d'une tension extrême dans le monde universitaire. Ils expliquent que cela est dû à quatre causes : le manque de moyen qui permet à

"certains" de dire que la loi Pécresse a été faite pour baisser les moyens, allons donc ma petite dame ... ; le projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs, suite logique pourtant de la loi Pécresse, mais qui risque de dresser leurs collègues contre eux s'ils le soutiennent et de leur rappeler qu'il n'y pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne et de la présidence d'Université au goudron et aux plumes ; la réforme de la formation des professeurs des écoles et du secondaire consistant à dissoudre les IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres) dans les universités ; et l'accord signé avec le Vatican par Kouchner, qui les met en concurrence avec les évêques, ce qui produit l'effet remarquable de leur faire invoquer la République et ses valeurs remises en cause (en effet).

De la "poursuite des réformes" au dérapage, il n'y a qu'un pas, il est franchi.

\* \* \*

### ***Document : l'appel intersyndical national au 29 janvier, texte du 5 janvier.***

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.

Face à cette situation et considérant qu'il est de leur responsabilité d'agir en commun, en particulier lors de la journée du 29 janvier, pour obtenir des mesures favorables aux salariés, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeller les entreprises, le patronat et l'Etat.

Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.

#### ***1 – Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique***

De nombreuses entreprises mettent la pression sur les sous-traitants et fournisseurs faisant supporter à leurs salariés blocages de rémunérations et pertes d'emplois. Par ailleurs, des salariés sont contraints à des durées du travail élevées, tandis que les salariés temporaires, en intérim ou en CDD, sont les premiers à faire les frais des baisses d'activité. Des entreprises utilisent la crise pour opérer des restructurations tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires.

C'est intolérable et inadmissible.

Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés... Toutes ces mesures doivent être négociées dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires. Les aides publiques doivent aussi y être conditionnées. Les entreprises doivent améliorer l'indemnisation du chômage partiel et tous les salariés doivent pouvoir en bénéficier. Ces périodes de baisse d'activité doivent être utilisées pour développer la formation professionnelle et renforcer les compétences des salariés.

Dans toutes les entreprises, quelle que soit leur situation, c'est notamment en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la performance sera assurée.

Dans la fonction et les entreprises publiques, il est indispensable de répondre aux besoins de notre société et de la population et de leur attribuer les moyens nécessaires. Dès 2009, le gouvernement doit renoncer aux 30.000 suppressions de postes. Il faut abandonner une politique aveugle de suppression d'emplois et penser autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent une question centrale.

La situation des salariés précaires du public appelle des mesures de justice sociale.

### *2 – Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités*

Les exigences des actionnaires ont conduit, dans beaucoup d'entreprises, à l'accroissement des inégalités. Elles se sont aussi traduites par une redistribution des richesses privilégiant le versement de dividendes au détriment des salaires et de l'investissement.

Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer au moins un maintien du pouvoir d'achat et une réduction des inégalités.

Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux

### *3- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat.*

Il est de la responsabilité de l'Etat et de l'Union Européenne de décider de politiques d'interventions publiques coordonnées favorisant une relance économique. Celles-ci doivent viser à la fois :

§ Une relance par la consommation en améliorant le pouvoir d'achat, en priorité des revenus les plus modestes parmi lesquels de nombreux salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux.

§ Une politique de développement de logement social à la hauteur de l'urgence, un encadrement des loyers et un accès au crédit dans des conditions excluant les taux usuraires.

§ Une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire

§ Des investissements ciblés, en particulier en matière d'infrastructures, d'équipements publics et de services publics, en favorisant la recherche, le développement, l'éducation et la formation.

Les investissements publics et privés doivent notamment être orientés en faveur d'une économie du développement durable mettant en œuvre les principes adoptés au Grenelle de l'Environnement.

§ Toute aide accordée à une entreprise doit être ciblée et faire l'objet de contreparties. Elle doit être conditionnée à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi. Elle doit faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des élus représentant les salariés. Dans le cas spécifique du secteur bancaire, l'utilisation des aides publiques doit donner lieu à un contrôle direct par l'Etat.

### *4 – Préserver et améliorer les garanties collectives*

Les conditions de vie et de travail pour les salariés des secteurs privé et public, passent par l'amélioration du cadre collectif. C'est pourquoi il faut :

- retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche.

- face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), mettre en oeuvre des réformes porteuses de progrès social (??)

#### *5 – Réglementer la sphère financière internationale*

Cette réglementation doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux. L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger.

Il faut aussi imposer le respect des droits fondamentaux et sociaux et des normes internationales de l'OIT dans tous les échanges internationaux. L'aide publique au développement doit être maintenue et améliorée. C'est ce que demande le mouvement syndical international.

\* \* \* \* \*

## **Gaza : première analyse.**

*En ligne sur le site de Militant depuis début janvier.*

Rien, rien, strictement rien, ne saurait justifier l'agression israélienne contre le peuple de Gaza.

Elle n'a aucun caractère défensif. Les roquettes du Hamas -qui ont aussi tué des ouvriers arabes- ne peuvent être liquidées par ce type d'opération de grande envergure.

Elle ne vise en rien à protéger le peuple judéo-israélien, et au contraire elle menace celui-ci, directement par les mesures de mobilisations et de contrainte sociale qu'elle permet de justifier en Israël, indirectement en aggravant l'antagonisme entre peuples, communautés, religions. La haine communautaire est assurément une menace mortelle pour les Juifs d'Israël, mais la seule manière pour eux de s'y soustraire serait de cohabiter avec les Arabes, ce qui exige le respect de leurs droits, droits démocratiques, droits nationaux, droit au retour des réfugiés le souhaitant. Un tel programme démocratique est incompatible avec les fondements de l'Etat d'Israël autant qu'avec le programme communautariste et religieux du Hamas, qui n'est pas à l'origine de son succès électoral parmi les Palestiniens : celui-ci s'explique entièrement par l'apparence de plus grande détermination dans la défense des droits nationaux des Palestiniens qui a bénéficié au Hamas à cause de la collaboration politique et policière de l'OLP avec Israël.

Le renvoi dos-à-dos des avions et des tanks israéliens d'un côté et des "roquettes du Hamas" de l'autre est une position hypocrite qui, sous couvert de larmoyer en faveur de la paix, couvre et légitime les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Sans que cela n'implique aucun soutien politique au Hamas, organisation réactionnaire, il ne saurait y avoir de symétrie entre opprimés et oppresseurs. La nation opprimée est ici la nation palestinienne. Quand à la nation judéo-israélienne, elle sait déjà puisqu'elle l'expérimente tous les jours un peu plus qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.

La tâche politique première est de manifester pour l'arrêt immédiat de l'agression et des massacres.

Au delà il faut s'opposer à tout ce qui va dans le sens des affrontements entre communautés, religions et peuples. Ni antisémitisme, ni racisme anti-arabe, mais défense des Palestiniens qui combattant l'opresseur, et défense de ceux des Juifs qui s'opposent réellement à la politique d'Israël.



Attention, en France et ailleurs, à l'exploitation de ces événements en vue de produire des affrontements entre bandes nationales, ethniques ou religieuses. La mobilisation unie pour que cesse le massacre doit participer de l'action commune des exploités et des opprimés, seul facteur réellement capable de faire reculer les menaces de guerre. Vigilance, donc, contre le CRIF qui tente d'organiser les personnes de confession juive pour la défense d'un régime raciste, qui certes ne commet pas un génocide -il faut toujours faire attention à employer les termes exacts- mais qui a fait de Gaza un ghetto ou un bantoustan -ces termes sont exacts- et qui pratique la fuite en avant vers la guerre, la violence et la destruction pour cacher sa corruption et ses échecs. Vigilance au même titre contre les Dieudonné et les groupes qui cherchent à exciter la jeunesse immigrée sur des thèmes antisémites. Les uns font d'ailleurs le jeu des autres.

Pour quelle raison la camarilla d'Olmert, de Livni et de Barack a décidé d'attaquer maintenant ?

Il s'agit pour eux de tenter d'effacer le syndrome de faiblesse consécutif à leur échec au Sud Liban de l'été 2006. Au delà, ce clan militariste, lié à certains milieux nord-américain, veut par avance aligner sur sa politique l'administration Obama aux Etats-Unis. Ils craignent que le réalignement -qu'Obama a annoncé et que Bush a commencé- des troupes US et de l'OTAN vers l'Afghanistan et de plus en plus vers le Pakistan lui-même, ne laisse une marge au Hamas, au Hezbollah et à certains mouvements chiites irakiens. Ils craignent que l'orientation d'Obama, belliciste elle aussi mais géographiquement différente, de "priorité à al-Qaïda et à la question pakistanaise", ne fasse d'Israël un petit Etat périphérique, instable et corrompu, ce qu'il est déjà, et non pas le centre du monde du Pentagone comme de diverses sectes mystiques néo-conservatrices. Leur opération consiste donc en un chantage préalable sur Obama, par la prise en otage de deux millions d'habitants de Gaza, au risque de combats de rue opposants jeunes soldats israéliens dans leurs chars à la population et à la jeunesse, et non pas seulement à l'appareil militaire du Hamas.

Relevons qu'ils ont bombardé les prisons dans lesquelles le Hamas détient ses propres adversaires palestiniens, montrant bien qui ils combattent réellement ! Et ils n'ont pu monter leur opération qu'avec l'accord du régime égyptien, secret de Polichinelle dans le monde arabe, et d'autres dirigeants des pays arabes.

La voie vers la démocratie et le droit à l'autodétermination des peuples passe par la défaite d'Israël à Gaza comme il y a deux ans au Sud Liban. Mais la voie de cette défaite ne passe pas par les "roquettes du Hamas" qui n'ont d'autre fonction que de servir à la politique d'Olmert et compagnie et qui n'ont jamais eu ni la capacité ni l'intention de repousser les agresseurs, mais par la mobilisation des peuples, la résistance (y compris armée) de la nation palestinienne toute entière, les manifestations unitaires pour le retrait des troupes et l'arrêt du massacre partout, et la mobilisation d'un nombre croissant de Juifs israéliens qui doivent comprendre que ce ne sont pas seulement de grands principes, mais leur sécurité réelle, qui exige que la bande d'Olmert et compagnie soit chassée.

\* \* \* \*

***Communiqué du Collectif de citoyens Genevillois.***

### **STOP AU MASSACRE DE GAZA**

**Depuis plusieurs mois, la population palestinienne de Gaza vit dans des conditions indescriptibles de privation et d'humiliation.**

**La bande de Gaza, qui subit régulièrement les incursions et les attaques de l'armée israélienne, a été la cible des avions de Tsahal ce samedi 27 décembre 2008. Plus de 280 morts et environ 700 blessés sont à déplorer parmi la population palestinienne et un mort et 6 blessés du côté israélien.**

**En attaquant les installations du Hamas, l'armée israélienne touche également des quartiers d'habitations, faisant donc des victimes civiles.**

**Depuis plus de 60 ans, les Palestiniens subissent l'oppression et le refus de leur identité nationale. Tous les jours, ce sont des milliers de Palestiniens qui subissent la répression et l'humiliation. Tous les jours, des Palestiniens connaissent la mort dans des conditions inhumaines.**

**Jusqu'où ira l'Etat d'Israël dans le déni de la société palestinienne à s'autodéterminer ? Quand est-ce que ces massacres vont cesser ?**

**Quand est-ce que l'Europe et les Nations Unies vont-elles réagir à toutes ces infractions au droit international?**

**Ne restons pas les bras croisés! Chaque citoyen de ce monde doit résister et dire "non" au massacre du peuple palestinien et peser sur nos gouvernants pour qu'ils agissent en conséquence !**

**Soutenons un peuple qui résiste depuis 60 ans pour défendre son territoire et ses enfants.**

**Collectif de citoyens Genevillois.**

**\* \* \* \***

## **Pour l'arrêt immédiat de l'offensive israélienne contre Gaza !**

7 janvier 2009

*« Les guerres sont un phénomène barbare, profondément immoral, réactionnaire et contraire aux intérêts du peuple » (Rosa Luxemburg)*

Une nouvelle fois l'État israélien, avec le soutien de presque toute sa classe politique et d'une partie majoritaire de sa population, du moins si l'on en croit les sondages, vient de s'attaquer à la population palestinienne. Répétant la même stratégie qu'au Liban en 2006, l'aviation israélienne s'en prend à des cibles dites "stratégiques", en sachant parfaitement qu'elles tueront une proportion importante de civils, le tout sous le fallacieux prétexte d'« éradiquer » un « mouvement terroriste ».

L'aviation israélienne, détruit, tout comme au Liban, des installations collectives civiles qu'il faudra des années pour reconstruire, et qui ne pourront que rendre les conditions de vie des Palestiniens encore plus catastrophiques. Dès le premier soir de l'offensive terrestre, le 3 janvier, les infrastructures électriques ont été détruites, privant les habitants de courant, la nuit n'étant éclairée que par les bâtiments et dépôts de carburants en feu.

L'armée affame délibérément la population, espérant ainsi que celle-ci se retourne contre le Hamas, un calcul cynique et stupide. Les rares convois humanitaires qui entrent à Gaza ne servent à rien puisque la population ne peut pas sortir et se rendre aux points de ravitaillement. La distribution d'eau est pratiquement interrompue.

Cette stratégie meurtrière est présentée comme un geste de « légitime défense », y compris par le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France). A la fin d'une manifestation en faveur de l'État d'Israël, dimanche 4 janvier 2009, un de ses représentants a évoqué les victimes des roquettes du Hamas (moins d'une dizaine de morts à l'heure où nous écrivons). Mais il n'a pas dit un mot des 500 morts et 2 500 blessés palestiniens suite aux bombardements de Tsahal. Beaucoup plus que d'une riposte « disproportionnée », il s'agit d'un nouveau crime de guerre prémédité de l'État israélien. C'est d'ailleurs ce qu'affirment les militants israéliens favorables à une négociation avec le Hamas et à l'arrêt immédiat de l'embargo contre Gaza, comme premières mesures.

Cette agression sanglante s'explique aussi par des calculs cyniques des élites politiques israéliennes : d'une part, elles veulent profiter de l'interrègne entre Bush et Obama pour mettre les États-Unis devant le fait accompli ; et, d'autre part elles préparent les élections qui sont censées se tenir en février 2009. « On ne construit pas une campagne électorale sur des cadavres d'enfants ! Tous les ministres du gouvernement sont des criminels de guerre ! » ont crié les manifestants à Tel Aviv le 3 janvier 2009. Ils ont dénoncé aussi dans leurs slogans la « guerre des 6 sièges » car les travaillistes, d'après les sondages, sont censés gagner 6 députés en raison de leur position favorable à l'opération « Plomb durci ». Aussi barbares que soient les bombardements israéliens, il ne peut être question pour nous de reprendre, à l'égard des militaires ou des gouvernements israéliens, des termes comme « sionazis » que l'on voit fleurir sur Internet et que l'on entend dans les manifestations. L'émotion et la colère justifiées contre cette guerre ne doivent en aucun cas nous amener sur le terrain de ceux qui tracent un trait d'égalité entre sionisme et nazisme.

Quant à l'usage du mot génocide, on ne peut mettre sur le même plan le génocide des Juifs, le génocide arménien, le génocide des Tutsi, d'un côté, et, de l'autre, le massacre des Palestiniens lors des bombardements israéliens. Un tel usage vide ce mot de son sens très spécifique : extermination systématique d'un peuple et ne peut que créer la confusion politique.

Rappelons à ce propos que la guerre d'Algérie a fait un million de morts parmi le peuple algérien, et qu'il n'est nul besoin d'invoquer le judéocide et de le retourner contre les gouvernements israéliens ou, pire, contre tout le peuple israélien, pour condamner la barbarie des troupes de Tsahal. De notre point de vue, à nous socialistes, laïques et internationalistes, c'est aux travailleurs israéliens et palestiniens de choisir le système politique sous lequel ils veulent immédiatement vivre : un seul État laïque ou deux États laïques. C'est aussi aux travailleurs palestiniens et israéliens de choisir s'ils veulent aller plus loin : ne pas simplement lutter pour des droits démocratiques sociaux et démocratiques égalitaires, mais aussi remettre en cause le système capitaliste qui les opprime en Israël comme en Palestine.

Pour notre part, nous ne croyons pas que le nationalisme israélien (le sionisme) et le nationalisme palestinien (celui de l'Autorité palestinienne ou celui, à tendance plus religieuse, du Hamas) offrent la moindre perspective commune aux deux peuples et aux exploités de la région. Par ses agressions et son expansion territoriale permanentes l'État israélien nourrit la haine non seulement contre ses propres citoyens mais aussi contre la religion juive dont il prétend défendre les valeurs. En mélangeant les conséquences absolument dramatiques du judéocide et de la barbarie nazie, la nécessité pour les Israéliens de se défendre contre les États voisins, et les références bibliques, le tout pour justifier sa politique colonialiste jusqu'à aujourd'hui, l'État

israélien a fait le jeu du nationalisme de l'OLP hier, du Hamas aujourd'hui, mouvement qui, tout comme la plupart des courants du sionisme, brouille les frontières entre questions politiques et questions religieuses.

Or, l'on sait que les guerres de religion se terminent toujours par un bain de sang (la France en a fait l'expérience avec les protestants) et par la partition et l'exil accompagnés de massacres (la séparation entre l'Inde et le Pakistan en étant le dernier grand exemple) . Il faut donc absolument si l'on souhaite arriver à des accords de paix, que l'on mette de côté la religion, ses symboles, ses « commandements divins » et ses principes réactionnaires.

Il n'y aura pas de paix :

- sans la fin du blocus de Gaza ;
- sans des droits démocratiques égaux pour tous dans les deux États ou dans la fédération israélo-palestinienne qui pourrait se créer ;
- sans une séparation radicale entre la religion et l'État ou les États.

Dans l'immédiat, la solidarité internationale doit se manifester pour l'arrêt immédiat de cette escalade guerrière. De plus, il ne s'agit pas de céder à des logiques communautaires. Présenter la situation comme divisant d'un côté les soutiens du gouvernement israélien, et de l'autre des soutiens du Hamas, serait une caricature profondément mensongère. Sans soutenir aucun de ces deux belligérants, et même si nous pouvons avoir des appréciations divergentes sur ce que l'un et l'autre représentent, nous nous plaçons dans le camp de l'intérêt de l'immense majorité, le camp des travailleurs, quelle que soit l'étiquette nationale que le hasard a posé sur eux : c'est au mouvement ouvrier d'organiser la lutte contre la guerre. C'est pourquoi nous luttons pour une paix juste au Proche-Orient, sans jamais mettre dans notre poche nos convictions démocratiques, anti-étatistes, égalitaires, libertaires, et socialistes.

Collective Reinventions (Etats-Unis) Yves Coleman (Ni patrie ni frontières), Quentin Dauphiné (militant syndical), Nicolas Dessaux (Solidarité Irak), João Pedro Freire (Tribuna socialista, Portugal), The Hobgoblin, Goldfax (militant anarchiste), Stéphane Julien (militant syndical), Pierre Loinod Démocratie Communiste (Luxembourgist), Patsy (Le Monde comme il va), Vincent Prémey militant socialiste et syndicaliste, Allier (France).

\* \* \* \*

## **La crise entre la Russie et l'Ukraine n'est pas une affaire de gaz.**

Officiellement, c'est parce que l'Ukraine refuse l'augmentation progressive du tarif du gaz russe en direction des tarifs internationaux, et donc l'abandon progressif des tarifs préférentiels remontant à l'ancienne URSS, que Moscou a coupé le gaz à l'Ukraine, laquelle pompe dans les tuyaux à destination du reste de l'Europe, ce qui a entraîné la coupure à l'initiative russe des approvisionnements de la Bulgarie, de la Roumanie et des réductions dans tous les Balkans, et met en danger de façon bien plus importante que ce qui en est dit publiquement l'ensemble des fournitures de gaz et donc le chauffage des gens dans leurs maisons et appartements dans toute l'Europe.

L'inconvénient de ce récit officiel, c'est qu'il nous ferait croire que les tarifs préférentiels ont été maintenus par la Russie pour des raisons de générosité pure ! En fait, des liens à la fois bureaucratiques, clientélistes, politiques et capitalistes, bref pour résumer tout ça d'un mot : des liens mafieux, associent très profondément la plus puissante entreprise capitaliste du monde post-soviétique et en même temps plus gros morceau intact de l'ancienne URSS qu'est Gazprom, et la bureaucratie ukrainienne. Il semble que le président russe Medvedev et, en fait, encore et toujours le même Poutine, ait décidé de liquider ou de mettre au pas cet écheveau en

pesant pour que soit supprimée ou recyclée la société écran distribuant le gaz en Ukraine, qui associait Gazprom et des secteurs mafieux dont le président louchtchenko semble un représentant. On peut trouver deux motifs à cette offensive.

Premièrement, cela achève de déstabiliser le pouvoir ukrainien pro-OTAN et qui a pris parti contre la Russie dans la guerre avec la Géorgie à propos de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie l'été dernier, et cela favorise son opposant Iouli Timochenko, qui a opéré un rapprochement stratégique avec le pouvoir moscovite lors du conflit géorgien.

Deuxièmement, la crise économique et le recul des cours pétroliers plonge Gazprom, axe central du pouvoir et de l'économie russes, dans de graves difficultés, ce qui demande à la fois un assainissement de certaines de ses excroissances et une hausse des factures pétrolières des pays "frères".

Rien ne saurait justifier que les peuples soient pris en otage par ces conflits. La première exigence dans cette affaire serait que les Ukrainiens, comme les Russes d'ailleurs, aient le gaz leur permettant de se chauffer l'hiver. Mais cette exigence vraiment élémentaire n'est compatible ni avec les affaires et le pouvoir d'un louchtchenko ou d'une Timochenko, ni avec le maintien des prérogatives de Gazprom, à la fois entreprise capitaliste et cœur de l'appareil d'Etat russe.

\* \* \* \*

### **Kédougou : une émeute annonciatrice d'autres soulèvements**

Le 23 décembre dernier, la préfecture de la région du Sénégal oriental, à 700 Km de Dakar, a connu un soulèvement qui a fait beaucoup de bruits au Sénégal malheureusement ce genre d'événements rentre dans la catégorie soumise à un black-out médiatique complet ici.

Au commencement, on a l'accumulation de décennies de sous-développement dans le mal développement : stagnation de l'économie locale, chômage massif, enclavement routier, exode des jeunes partant faire leur vie ailleurs, à Dakar ou dans l'émigration.

Puis, on découvre que la région n'est pas si démunie que cela. Des ressources minières sont offertes à l'exploitation intensive par le pouvoir central. Et les populations locales espèrent un peu d'embauches mais rien ne vient. Au contraire, viennent les inconvénients de l'exploitation de l'or dont le traitement industriel est synonyme de pollution (cf. la situation en Guyane française par exemple).

Les trusts miniers et métallurgiques ont fait des promesses. Ainsi Arcelor-Mittal offre de prendre en charge les frais de résidence universitaire à Dakar des étudiants originaires de Kédougou. Mais deux mois après la rentrée universitaire, les étudiants constatent que la promesse n'a pas été tenue. Alors un comité des étudiants originaires de la région se constitue. Il va mobiliser sur Dakar, et il va mobiliser aussi à Kédougou, mettant en écho l'ensemble du malaise social de la jeunesse locale condamnée au chômage alors que la nouvelle mine pourrait offrir des débouchés aux diplômés du lycée technique local.

La jeunesse veut manifester son mécontentement. Le préfet interdit le rassemblement. Cela renforce la colère de la jeunesse : malgré l'interdiction, une manifestation de plusieurs milliers de jeunes se tient et bouscule les gendarmes de la localité. Le pouvoir panique, il fait appeler aux militaires du camp tout proche. Rapidement, c'est le drame : 3 morts par balle dont deux enfants de moins de quinze ans et un passant, parent d'un ministre du gouvernement !

Et alors, et alors seulement, contrairement aux mensonges de la presse aux ordres, la

colère de la jeunesse se déchaîne en réaction à la violence militaire : en quelques heures, le palais de justice, la préfecture, la maison du préfet, la Poste, les douanes, les impôts... la quasi-totalité des bâtiments publics sont la proie des flammes.

« Force reste à la loi ! » clament les ministres du gouvernement Wade rappelant pour présenter les condoléances aux familles des tués et superviser la répression. Sous prétexte que les gendarmes se seraient fait piquer un certain nombre d'armes, l'armée organise un ratissage digne de la guerre d'Algérie : fouilles des maisons des jeunes dénoncés comme manifestants, arrestations arbitraires, des cas de tortures sont dénoncés par des associations de défense des droits de l'homme. Des dizaines de jeunes prennent la fuite pour éviter l'arrestation.

Maintenant, il semblerait que la « non réintégration de toutes les armes dérobées » serve de prétexte au maintien d'une pression policière sur la localité alors que l'ensemble de la population, toutes catégories sociales confondues, est derrière les jeunes.

La première des choses est de faire connaître ces événements en France. La deuxième est de demander l'arrêt des poursuites contre tous les manifestants arrêtés ou en fuite et le jugement des responsables des morts du 23 décembre.

Le pouvoir sénégalais, dirigé par un libéral à jour de ses cotisations à l'Internationale libérale (celle de Raymond Barre !) et grand ami du libéral français Madelin, craint la propagation de cette révolte qui n'est que la manifestation de l'extrême tension sociale qui règne dans le pays après 8 ans de gouvernement libéral, un gouvernement qui avait promis un développement foudroyant et miraculeux car censé appliquer les remèdes du libéralisme orthodoxe.

Au bout de huit ans, la répétition des maux attribués à l'équipe antérieure du PS, détentrice du pouvoir de 1963 à 2000, signe la fin des illusions : corruption et enrichissement illimité pour les quelques proches du pouvoir, misère et chômage pour l'immense majorité de la population. Pour que l'expression de la colère ne se perde pas dans des explosions stériles et sans lendemain, il faut passer à l'organisation de tout le peuple travailleur sur la base des revendications immédiates et vitales, et orienter la mobilisation pour se défaire de ce pouvoir usé.

Le mouvement ouvrier sénégalais a une longue histoire, depuis la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, les partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier international ont une longue tradition, des dizaines de milliers de sénégalais ont milité dans les syndicats et dans la gauche lors des périodes d'émigration en Europe, en France notamment. La combativité syndicale est une constante depuis l'Indépendance. Ce qui manque, c'est une orientation rompant avec toutes les combinaisons avec les partis bourgeois et avec les puissances impérialistes (France, Europe, USA ...et Chine, dernier venu au bal des pillards du continent noir !).

**Devenez correspondant(e) / diffuseur de Militant dans votre ville  
ou votre secteur professionnel !**

**Adressez un chèque de 20 € à l'ordre d'APE à : Militant, 18 rue  
Victor Massé 75009 Paris**